

LIVRES

Foire aux solutions pour la couverture santé américaine

Avant même que Barack Obama ne lance sa grande et difficile réforme du système de santé, « think tanks » et économistes étaient à l'œuvre. Voici un florilège de leurs idées et propositions pour mieux protéger les Américains sans ruiner l'Amérique.

« WHO HAS THE CURE ? »

Hamilton Project Ideas on Health Care dirigé par Jason Furman, Brookings Institution Press, 2008, 277 pages.



La Brookings Institution avait eu la bonne idée, avant l'élection de Barack Obama, de réunir des experts d'horizons politiques variés pour détailler différentes propositions visant à rendre le système de santé universel efficace et abordable. Pour

le coordinateur du projet, Jason Furman, il s'agit à la fois d'un objectif social majeur et d'un impératif économique.

Une première voie consiste à étendre le programme Medicare. Celui-ci, établi d'abord pour les personnes âgées, proposerait des contrats peu coûteux d'affiliation à toutes les entreprises et à tous les individus qui le souhaiteraient. Plutôt que d'envisager des bouleversements majeurs, cette proposition se veut pragmatique. Il s'agirait d'inclure une nouvelle partie (la partie E pour « Everyone ») dans Medicare. Des subventions fédérales aideraient les ménages à faible revenu.

Une deuxième orientation est soutenue par Stuart Butler du « think tank » conservateur Heritage Foundation. Butler souligne le fossé grandissant entre les assurés bien protégés des grandes entreprises et les nouveaux arrivants sur le marché du travail, plus mobiles, exerçant davantage dans de petites structures. La réforme, sans changer d'emblée les bases du système, consiste à autoriser les assurés à conserver leurs droits lorsqu'ils changent de situation. Progressivement le financement du système passerait des entreprises aux États. En clair, l'idée est de passer de cotisations à de la fiscalité, ce qui libérerait des marges pour aider les moins favorisés.

Ezekiel Emmanuel, qui est à la fois biochimiste et philosophe, et l'économiste Victor Fuchs suggèrent une transformation plus radicale. Les Américains recevraient tous un chèque leur permettant de s'assurer auprès des compagnies privées. Une agence indépendante, le National Health Board, aurait la responsabilité de fixer et d'ajuster les standards médicaux et économiques. Pour financer leur révolution, les auteurs envisagent une sorte de TVA sociale, c'est-à-dire une augmentation de 10 à 12 points de TVA fléchés sur les dépenses de santé.

Jonathan Gruber du MIT, qui a été à l'origine d'une des premières formes américaines de couverture universelle dans le Massachusetts, décrit une quatrième voie. Les obligations d'affiliation et les subventions qui caractérisent cette expérimentation seraient généralisées. Les seuils d'intervention seraient relevés pour atteindre quatre fois le seuil de pauvreté, ceci afin de toucher la classe moyenne.

D'autres voies sont écartées par nos spécialistes. C'est le cas des « comptes épargnes santé », un temps proposés par le président Bush. L'ouvrage offre un bon panorama de la situation et des principales options. Son titre « Qui a le remède ? » ne trouve cependant pas de réponse claire. Il n'est pas le seul.

« THE HEALTHCARE FIX »

Universal Insurance for All Americans par Laurence J. Kotlikoff, MIT Press, 2007, 117 pages.



Pour l'économiste Laurence Kotlikoff, il faut une révolution. Celle-ci passerait par l'organisation et la distribution de chèques santé par les pouvoirs publics, ainsi que par la restriction de la liberté de consommation des patients.

Alors que 20 % des personnes d'âge actif ne sont pas assurées, Kotlikoff ne fait pas dans la demi-mesure. Remplaçant toute l'architecture en place, un « système de sécurité médicale » procurerait à chaque Américain un chèque santé annuel permettant, chaque année, d'acquiescer une assurance convenant à ses besoins et à ses risques. Les personnes à l'état de santé plus dégradé recevraient des chèques d'un montant plus élevé. Les pouvoirs publics fixeraient le montant global de ces chèques en fonction de ce qu'il est vraiment possible de financer.

Ce projet d'unification et de budgétisation intégrale de l'assurance-maladie mettrait fin aux programmes Medicaid et Medicare et libérerait les entreprises de coûts qu'elles ne peuvent plus supporter. Kotlikoff pense son plan très progressiste. Les pauvres, qui sont en moyenne dans une plus mauvaise condition de santé que les riches, recevraient un chèque plus important. Ils profiteraient, d'autre part, de l'élimination des déductions fiscales attachées à l'acquisition des assurances.

Didactique, l'expert se fait militant et homme de marketing politique en détaillant sa réforme en dix lignes. L'auteur invite ses lecteurs à envoyer ces lignes, qui tiennent sur une carte postale, aux parlementaires. Séduisant, mais avec les potentiels effets pervers classiques des systèmes de protection sociale par chèques, l'idée n'a cependant aucune chance d'être retenue. C'est assez dommage car une des idées essentielles de ce livre brillant est d'importance. C'est la simplification. En France, souvent vantée maintenant même aux États-Unis pour son système de soins, il existe bien une couverture maladie universelle (CMU), mais elle n'a d'universel que le fait de venir compléter le dispositif bigarré et alambiqué d'assurance-maladie à la française.

« DIGITAL MEDICINE »

Health Care in the Internet Era par Darrell M. West, Edward Alan Miller, Brookings Institution Press, 2009, 192 pages.



Darrell West et Edward Alan Miller abordent les grands sujets de santé sous l'angle technologique. Le développement de la « e-health » (que l'on ne saurait traduire par « santé électronique ») peut réduire les coûts, augmenter l'efficacité et per-

mettre une couverture plus générale, à défaut d'être véritablement universelle.

Le sujet n'est pas neuf. Ce sont les potentialités, encore largement inexploitées, qui sont considérables. Les usagers américains peuvent visiter des sites de comparaison des performances des hôpitaux. Des médecins préfèrent la relation électronique à la visite. Les médicaments se trouvent toujours davantage vendus en ligne. En réalité, mises en relation des patients et des médecins, évaluations des performances des opérateurs, prescriptions et traitements à distance débutent seulement.

West et Miller font le tour d'horizon des problématiques techniques, éthiques, et juridiques de ce dossier qui ne relève plus de la science-fiction mais de la transformation en cours des comportements individuels. Ils cherchent à montrer que les craintes des patients (notamment en termes de confidentialité des données) et des opérateurs (en termes de coûts d'équipement) ne sont pas fondées.

Relayant de multiples études, ils considèrent que la « médecine digitale », établie à plein régime, aux États-Unis, pourrait permettre d'économiser une centaine de milliards de dollars. Ils considèrent néanmoins que les technologies de l'information ne peuvent fonctionner à plein rendement avec des bureaucraties surannées et/ou fermées au changement. S'intéressant aussi à ce qui se fait au Canada, en Allemagne et au Royaume-Uni, les auteurs concluent que des réformes structurelles sont d'abord nécessaires. Une assurance-maladie trop éclatée ne peut pas profiter pleinement de tout le potentiel de l'ère Internet.

La conclusion à tirer est que la réforme du système de santé relève d'une ambition philosophique et de soucis sérieux d'équilibres financiers. C'est également un problème crucial de systèmes d'information. Et en la matière, les complications et les obstacles restent également nombreux, des deux côtés de l'Atlantique.

Julien Damon, professeur associé à Sciences po (master d'urbanisme).

CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES PAR JACQUES MISTRAL

Un décryptage de la réforme Obama

La réforme du système de santé est, depuis la campagne électorale, l'une des toutes premières priorités de Barack Obama. Et pourtant, neuf mois après l'entrée en fonctions de la nouvelle administration, le sujet donne lieu à de féroces empoignades à Washington. L'avenir de cette présidence dépend cruciallement de l'aboutissement de cette réforme. Réussira-t-il ? La réponse courte est : oui, mais au forceps.

La Maison-Blanche est obsédée par le souvenir de l'échec de Bill et Hillary Clinton en la matière. D'où le choix, en 2009, de confier l'élaboration de la réforme au Congrès, choix très politique mais risqué. On a rapidement constaté que les projets préparés au printemps par les commissions compétentes de la Chambre et du Sénat étaient reçus avec inquiétude. Même imparfait, le système de santé américain donne en effet satisfaction aux trois quarts de la population. Tous ceux-là ont eu peur de voir leur assurance remise en question, de confier leur santé à un gouvernement dont l'inefficacité est légendaire, de laisser filer sans contrôle les déficits publics et, finalement, de payer de nouveaux impôts pour soigner les pauvres, peut-être même les immigrants illégaux ! Réactions très répandues comme le montrent les sondages, y compris chez beaucoup d'électeurs démocrates modérés. D'où la prudence au Congrès de leurs représentants, les « blue dogs », dont la réélection dans un an est tributaire d'une politique modérée.

Mais les réactions politiques, cet été, ont été beaucoup plus violentes qu'on le prévoyait du fait de la mobilisation de la partie extrême de l'électorat républicain. On a vu s'étaler le rejet passionnel d'un président qui reste à leurs yeux fondamentalement illégitime. Minoritaire, ce courant tient dans les mains un cocktail détonnant que la propagande hargneuse des médias comme Fox-News et la démocratie participative agressive pratiquée par les républicains sous la forme de « town-hall events » ont fait exploser sur la voie de la réforme. Au moment de la rentrée parlementaire, l'heure de la contre-offensive avait sonné !

Barack Obama, d'abord, dans un discours passionné devant les chambres, s'est livré à l'exercice dans lequel il excelle : « Je ne suis pas le premier président à me saisir de ce dossier, a-t-il dit, mais je suis décidé à être le dernier ! » Le président a su remobiliser le parti démocrate, en montrant qu'un succès législatif était à portée de main, et il a redonné confiance aux électeurs modérés en garantissant un plan équilibré. Il appartenait au sénateur

teur Baucus de dévoiler dix jours plus tard le contenu de ce projet.

Cette réforme serait financièrement équilibrée (et même légèrement excédentaire à long terme) ; elle réduit de 20 millions le nombre de personnes dépourvues d'assurance santé ; impose à chacun l'achat d'une assurance, ou, à défaut une pénalité ; subventionne cette dépense pour les catégories les moins aisées ; décharge les entreprises de toute obligation ; oblige les compagnies d'assurances à vendre leurs polices indépendamment de la situation de santé des demandeurs et crée des mutuelles locales pour offrir une alternative aux produits offerts par les compagnies d'assurances.

Dès le lendemain de cette annonce, les débats ont commencé car le projet ne va pas assez loin pour la gauche, en particulier syndicale ; être obligé de s'assurer, c'est bien, encore faut-il que l'assurance soit accessible pour les petits budgets ! De l'autre côté, le projet prend aussi à rebrousse-poil tous ceux en Amérique qui ne veulent pas entendre parler d'une « obligation » de s'assurer, et encore moins l'idée d'être

Même imparfait, le système de santé américain donne satisfaction aux trois quarts de la population.

« pénalisés » s'ils refusent. Les entreprises s'en sortent bien, les assureurs protesteront contre les obligations qui leur sont faites mais se réjouissent de l'arrivée de dizaines de millions de consommateurs supplémentaires. Le projet entame maintenant une longue carrière procédurale, dont on ne sait comment il sortira finalement. En tout cas, voilà le grand projet du début de cette présidence remis sur les rails. Naturellement, il reflète l'état des forces politiques en Amérique. L'opinion publique n'était pas prête à faire un pas de géant vers l'inconnu. D'où le compromis actuel : il est rigoureux, parce qu'il est financièrement équilibré ; mais il est aussi audacieux parce qu'il entreprend de réformer un sixième de l'économie américaine. Un sixième ! Et la logique de cette réforme, c'est une extension des droits sociaux, une musique que l'on n'avait pas entendue depuis vingt-cinq ans ! Ce n'est pas le grand soir, mais la présidence de Barack Obama n'a pas fini de nous surprendre.

Jacques Mistral est directeur de recherches à l'IFRI.

Les aventures des rois de la teinture

En nous plongeant dans les archives de L'Oréal, Jacques Marseille retrace l'histoire de l'industrie cosmétique et celle de la publicité, en 25 dates clés et avec d'abondantes images.

L'ORÉAL 1909-2009

par Jacques Marseille Editions Perrin, 350 pages, 51,50 euros.

Les Américains appellent ça un « coffee table book ». Ce n'est pas vraiment un livre à lire de façon linéaire. Plus un livre à feuilleter. Un livre à picorer. Pour célébrer le centenaire de L'Oréal, Jacques Marseille s'est plongé dans les archives papier et photo du géant français des cosmétiques qui lui a ouvert toutes grandes et sans tabou ses portes. Le professeur à la Sorbonne nous propose du coup un ouvrage riche en images plus qu'en texte, retraçant pas à pas l'aventure industrielle et commerciale d'Eugène Schueller, le fils d'Alsaciens montés à Paris et dont la vie rappelle celles des plus prestigieux self-made-men américains ayant su transformer une « petite affaire » en une multinationale. Très loin des précis de marketing ou des analyses microéconomiques, ce livre n'est pas un manuel pour futur diplômé de MBA. Il s'agit plus d'une œuvre d'historien de la vie



des affaires, retraçant de façon plus anecdotique que scolaire le parcours ascendant et mouvementé d'une entreprise culte. Conçu sous forme d'une vingtaine de chapitres courts et illustrés, le « L'Oréal » du professeur Marseille n'est ni véritablement critique, ni complaisant. C'est avant tout un voyage factuel en 25 dates clés dans le siècle d'un colosse français. Plaisant pour les amoureux de photos kitsch comme les admirateurs de « réclames », l'ouvrage aborde les heures de gloire comme les zones d'ombre du groupe. Même si le bras de fer actuel entre Lilliane Bettencourt et sa fille n'est pas évoqué, l'auteur ne cache pas que le fondateur du groupe a « fréquenté et

financé les pires mouvements d'extrême droite » comme la Cagoule, a vu dans Hitler une sorte de « chef d'entreprise efficace » et s'est répandu « devant les auditoires les plus détestables » des années 1930-1940. Cherchant plus à comprendre qu'à condamner Eugène Schueller, cet « homme qui a su combiner science et marketing », Jacques Marseille retrace finalement aussi l'histoire de l'industrie cosmétique devenue une science et celle de la publicité devenue un « art » qui irrigue la vie du groupe. La troublante affaire Frydman des années 1990, ou comment le groupe a contourné la menace de boycott de la ligue arabe contre les produits L'Oréal, fait également l'objet d'un chapitre dans ce livre qui n'est donc pas une hagiographie de commande. Les derniers chapitres traitent des années post-2000 manquant cependant de profondeur. On apprend beaucoup sur le passé de L'Oréal en feuilletant ce livre. On apprend peu sur son présent et ses challenges actuels.

DAVID BARROUX

LA REVUE DU JOUR

De la « géopolitique » à la « géoéconomie »



La question. Pour son cinquantième numéro, « Géoéconomie » reprend ici plusieurs articles de son premier numéro, daté du printemps 1997, consacré à une question alors cruciale : la géoéconomie est-elle appelée à supplanter la géopolitique à l'aube du XXI^e siècle ? Yves Lacoste lui-même, le « père » de la géopolitique, était partagé. Pascal Lorot, le fondateur de la revue, répondait par la négative : « En aucun cas [l'arrivée de] la géoéconomie ne signifie la fin des conflits et des revendications territoriales », écrivait alors l'actuel codirecteur de la revue. Dans son dernier article, qui retrace l'évolution de l'institut Choiseul, dont il est le président, Pascal Lorot ne tranche pas, mais constate que la réflexion

géoéconomique est aujourd'hui en plein essor : au-delà des nombreuses revues qu'il a associées dans son pôle, « Sécurité globale » étant la dernière, on ne compte plus, assure-t-il, les diplômés, les prix, et les articles de journaux où le mot « géoéconomie » occupe la place centrale...

L'analyse. Rémunérations discutables des traders, annonces sur le développement durable suivies de peu d'effets, affaires de corruption : toutes sortes de conflits d'intérêts aux États-Unis sapent l'hégémonie du monde occidental sur l'économie de marché, souligne Didier Lucas, rédacteur en chef de la revue, dans un article sur « le temps de l'hypercompétition » entre puissances occidentales et émergentes.

J.-M.C.

« Géoéconomie », Choiseul Editions, revue trimestrielle, été 2009, numéro 50, La Documentation française, 148 pages, 20 euros.